

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Le chef de l'État réaffirme l'ancrage du Gabon au sein de l'OIF

C'ÉTAIT à l'occasion de l'audience qu'il a accordée hier au secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Louise Mushikiwabo.

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

Depuis que le président de la République, Ali Bongo Ondimba, a affiché, le 11 mai dernier au sortir de son entretien avec Patricia Scotland, secrétaire général du Commonwealth, son intention de faire intégrer le Gabon à l'organisation anglophone, beaucoup d'interrogations inhérentes au positionnement du pays sont observables çà et là.

C'est donc pour tordre le cou aux différentes allégations et autres interprétations que le chef de l'État a reçu hier Louise Mushikiwabo, secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Une

audience à laquelle ont assisté la Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda, le ministre des Affaires étrangères, Pacôme Moubelet Boubeya, et d'autres officiels.

Avec son hôte, le premier magistrat gabonais a évoqué la coopération bilatérale, au beau fixe, entre le Gabon et l'OIF. Occasion pour le chef de l'Exécutif de rassurer la patronne de la Francophonie. "Le Gabon entend conjuguer sa pleine et entière appartenance à la grande famille de la Francophonie et à l'ouverture au monde anglophone, réuni au sein du Commonwealth. Ces deux initiatives ne s'opposent nullement. Au contraire, elles sont complémentaires dans le pluralisme

linguistique entre autres", a-t-il déclaré.

Louise Mushikiwabo a, quant à elle, informé le président de la République de la tenue du 18e sommet de la Francophonie à Djerba en Tunisie, à la fin de l'année 2021, et auquel le Gabon compte prendre une part active. Rappelons que cette visite du secrétaire général de l'OIF au Gabon intervient après celle qu'elle a effectuée au cours de l'année 2020 à Libreville, et dont l'objet a porté sur la célébration du cinquantième de l'OIF ainsi que la restructuration et les perspectives de ladite Institution.

Au terme de cette entrevue, le chef de l'État s'est félicité des liens de coopération étroits qui lient le Gabon et l'OIF.



Photo: DR

Plusieurs collaborateurs du chef de l'État ont assisté à l'entrevue avec le secrétaire général de l'OIF.

Assemblée nationale: adoption du projet de loi de finances rectificative

LE budget de l'État est équilibré en ressources et en charges à 3 043,7 milliards de nos francs

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

LES députés ont adopté hier au siège provisoire de l'Assemblée nationale, le projet de Loi de finances rectificative (PLFR) pour l'année 2021. C'était au cours de la séance plénière dirigée par le président de cette institution, Faustin Boukoubi.

Outre le PLFR, les élus du peuple ont également voté sept (7) autres textes. Notamment les projets de loi autorisant le président de la République à légiférer par ordonnances pendant la période d'intersession parlementaire, instituant des mesures spécifiques incitatives pour le rapatriement des capitaux sur le territoire national, etc. Dans tous les cas, au terme du PLFR, le budget de l'État est équilibré en ressources et en charges à 3 043,7 milliards de nos francs contre 2 681,5 dans la Loi de finances initiale



Photo: Sylvain Maganga

Vue partielle des députés adoptant le Projet de loi de finances rectificative.

(LFI), soit une augmentation de 362,5 milliards imputables principalement à l'émission de titres publics d'un montant de 495 milliards de francs CFA sur le marché financier, afin de se prémunir contre tout risque de refinancement de la dette.

De fait, les ressources, comprenant les recettes budgétaires et les ressources de trésorerie et de financement, sont évaluées à 1 622,2 milliards de francs contre 1 874,4 dans la LFI. Soit une diminution de 13,5% correspondant à 252,3 milliards résultant de la baisse des recettes fiscales.

Les dépenses, quant à elles, sont évaluées à 1 971,8 milliards de nos francs contre 2 043,5 dans la LFI, soit une baisse de 4% représentant 71,7 milliards de francs CFA, consécutive à la baisse des recettes budgétaires.

Quoi qu'il en soit, les élus du peuple ont émis un certain nombre de recommandations liées, entre autres, à l'élargissement de l'assiette fiscale aux fins d'optimisation des recettes propres, la maîtrise de la masse salariale, la gestion rigoureuse et orthodoxe des finances publiques, etc.

Centenaire du PCC: un rôle central dans le rayonnement de la Chine



Photo: DR

Ambassade de Chine au Gabon: phase d'échanges lors du séminaire sur le centenaire du PCC.

Innocent M'BADOUA
Libreville/Gabon

L'ambassade de Chine au Gabon a organisé hier, dans ses locaux, un séminaire pour célébrer les 100 ans du Parti communiste chinois (PCC). Y ont pris part les diplomates chinois et plusieurs personnalités gabonaises dont des hauts cadres du Parti démocratique gabonais (PDG).

À cette occasion, le ministre des Affaires étrangères, Pacôme Moubelet Boubeya a adressé un message vidéo à son homologue chinois, Wang Yi. Le chef de la diplomatie gabonaise a estimé que "le centenaire du PCC est la preuve de la persévérance, de la bravoure et du succès sur l'adversité". Pour sa part, l'ambassadeur de Chine au Gabon, Hu Changchun a dressé un rappel du parcours historique du PCC au pouvoir depuis 72 ans en Chine. Lequel parti jouit d'une cote de popularité de plus de 90% auprès du 1 milliard 400 millions de Chinois, selon des chiffres occidentaux. C'est le PCC qui a aidé à construire le miracle chinois.

Hu Changchun y voit cinq raisons qui ont fait du PCC cette machine à réaliser la transformation et le développement. D'abord, le socialisme à la chinoise qui tient compte des réalités chinoises. Le PCC a su faire une autoévaluation permanente en refusant le formalisme stérile, la bureaucratie pesante, le goût du luxe, en engageant la lutte implacable contre la corruption. Autre raison: l'importance accordée à la révolution du développement, en libérant les forces productives depuis cinq décennies. Objectif: finaliser le processus d'industrialisation. Le PCC s'est, par ailleurs, appuyé sur une gouvernance centrée sur le peuple, et promu à l'international le développement par la coopération gagnant-gagnant. Qu'il s'agisse d'Emmanuel Mba Allo, président de l'Association d'amitié Gabon-Chine, du secrétaire général du PDG, Éric Dodo Bounguenda, ou de Blaise Louembe, président du groupe d'amitié Gabon-Chine à l'Assemblée nationale, tous ont, entre autres, salué l'intensification de l'appui de la Chine à la modernisation du Gabon.